

Déclaration du SNES-FSU et du SNEP-FSU à la FMPA de congés formation du 7 mai 2012

La présence des élus des différents syndicats de la FSU à cette FPMA ne signifie pas du tout que nous cautionnons les choix de l'Administration dans la répartition des sièges ni son ingérence dans le fonctionnement des organisations syndicales, par la désignation de certains de ses membres parallèlement au refus d'accepter, dans les conditions prévues par la réglementation actuelle, des observateurs. L'objectif, affirmé par vos services, de maintenir une « diversité syndicale », constitue une entorse grave au droit des électeurs à choisir les organisations syndicales qu'ils souhaitent voir les représenter.

Nous refusons, cependant, l'éclatement dans les différentes CAPA des questions qui relèvent de la FPMA. Soucieux d'équité dans la défense de nos collègues, il nous paraît indispensable de conserver un cadre commun et d'éviter les différences de traitement auxquelles pourrait conduire un examen séparé.

Le contingent subit cette année une importante diminution. Il tombe à 110 ET, ce qui signifie la perte de près de 11 congés par rapport à l'an dernier. C'est un nouvel effet de la désastreuse politique de suppressions de postes qui frappe l'Education Nationale depuis 2007. Depuis 3 ans, malgré les suppressions accumulées, le contingent se maintenait au niveau de 119 ETP. Selon les explications données alors par les services du rectorat, la masse salariale restait constante sous l'effet de plusieurs facteurs et en particulier du GVT (Glissement Vieillesse Technicité). Il semble que nous soyons entrés dans une nouvelle période où les suppressions de postes ont été si nombreuses que l'évolution de la masse salariale ne peut en compenser les conséquences.

Pour prendre la mesure de la situation, nous voudrions avoir connaissance des chiffres qui ne nous ont pas été donnés en GT. Nous y avons seulement appris que l'académie avait dépassé le contingent minimum. Cet effort, qui a d'ailleurs été présenté comme modeste, est pour nous insuffisant. Nombreux sont nos collègues qui souhaitent préparer un master. Plus nombreux encore, puisqu'ils représentent 78% des demandeurs, sont ceux qui veulent préparer l'agrégation. Ils souhaitent, à la fois, un perfectionnement dans leur discipline, une autre quotité horaire, une amélioration de leur rémunération dans une situation de gel du point d'indice et de dégradation du pouvoir d'achat et parfois aussi une mutation rendue ainsi plus facile. D'autres encore préparent une thèse. Tous doivent attendre 7 ans pour pouvoir enfin se consacrer pleinement à la formation qu'ils ont choisie. Durant cette attente, certains finissent par renoncer, d'autres, au prix de grands sacrifices, ont obtenu le concours ou le diplôme souhaité ou sont contraints de finir leur thèse sans le congé escompté. Il y a là un immense gâchis d'énergies qui, au moment où le niveau de recrutement des enseignants a été élevé, devraient être, au contraire, encouragées et soutenues.

C'est dans ce sens que nous demandons le doublement des congés formations, le rétablissement du congé mobilité avec ses moyens propres et, dans l'immédiat, que le contingent académique soit porté au moins à son niveau de l'an passé.

Par le choix qu'ils ont exprimé hier lors des élections présidentielles, les Français ont condamné une politique injuste et inefficace donnant le primat aux intérêts d'une oligarchie sur l'intérêt général. Sous couvert de lutter contre la crise, celle-ci a été marquée par des budgets d'austérité de plus en plus en plus draconiens aux dépens des salariés et des retraités alors qu'une minorité de nantis restait scandaleusement protégée. Elle a eu des effets ravageurs : aggravation des inégalités en tous genres, explosion du chômage, remise en cause des garanties collectives et sociales (retraite, protection sociale, droit au logement...), effondrement du pouvoir

d'achat... Les services publics et principalement celui de l'Education ont été durant 5 ans les cibles de cette politique dévastatrice qui compromet l'avenir et la richesse de la nation.

Pour les syndicats nationaux de la FSU qui n'ont cessé de combattre avec détermination cette politique, une rupture radicale est nécessaire. Avec la profession et en recherchant les convergences avec les autres salariés et les usages des services publics, ils porteront avec force l'exigence d'une politique qui affirme la place et le rôle du Service public d'Education et de ses missions sur tout le territoire, qui renoue avec une réelle démocratisation du système éducatif et permette la revalorisation des métiers, des salaires, des conditions de travail et d'emploi des personnels.

Il s'agit de mettre fin à la RGPP et au dogme du désengagement de l'Etat , à la politique d'austérité en renouant avec une politique de créations d'emplois publics et en réaffirmant la conception d'un Etat garant de l'existence et des missions des services publics. Ce sont aussi les principes de justice, d'égalité, de solidarité que l'Etat doit reconquérir : Droit à la retraite à 60 ans, protection sociale, santé, droit au logement.

En face de ces enjeux, des mesures d'urgences sont d'ores et déjà nécessaires. La FSU proposera des modalités de mobilisation de la Profession afin de lui permettre de peser en mai, en juin et durant l'été sur les décisions essentielles qui seront prises à cette période : préparation de la rentrée scolaire 2012-2013, collectif budgétaire, grandes lignes du budget 2013, question des rythmes scolaires, de la formation des maîtres, des services et des missions des enseignants, des CPE , des Copsy...